

SUR LE NOUVEAU COOPÉRATIVISME DE CRÉDIT AU BRÉSIL

par Ricardo Abramovay (*)

(*) Professeur titulaire du département d'économie de la Faculdade de Economia, Administração e Contabilidade (FEA), du Programme de sciences environnementales de l'université de São Paulo (USP) et de la chaire brésilienne de l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Voir www.econ.fea.usp.br/abramovay.

Ce texte constitue la préface d'un ouvrage paru en 2007 sur la coopération de crédit au Brésil. S'appuyant sur les deux études présentées dans le livre, le système Cresol de crédit solidaire en zone rurale et les coopératives de crédit de la région sisalière du Nordeste brésilien, l'auteur en dégage les points communs. Axés sur le rôle de la finance dans la lutte contre la pauvreté, ces travaux montrent aussi l'apport fondamental des coopératives au développement des régions.

(1) Rodrigo Junqueira et Reginaldo Magalhães (2007), *Solidariedade social e racionalidade econômica: experiências de um novo cooperativismo de crédito*, São Paulo, Saint Paul Editora. La préface de l'ouvrage publiée ici a été traduite du portugais par Benjamin Buclet.

Les deux études réunies dans ce livre⁽¹⁾ traitent d'un point crucial pour le développement contemporain du Brésil. Il se décline en plusieurs questions. La lutte contre la pauvreté peut-elle se conformer aux principes de base de la rationalité économique? Le respect des critères élémentaires de fonctionnement des marchés contribue-t-il à créer des revenus pour les segments de population qui se trouvent à la base de la pyramide sociale? Obéir aux règles des marchés tout en cherchant à satisfaire les besoins des exclus ne revient-il pas à servir le diable et Dieu en même temps? Enfin, s'affranchir des paramètres de la rationalité économique n'est-il pas une condition indispensable à la réussite des politiques sociales? Pour répondre à ces questions, Rodrigo Junqueira et Reginaldo Magalhães analysent certains progrès sociaux qui ont aujourd'hui dépassé le stade purement expérimental et sont emblématiques parmi les transformations sociales les plus remarquées ces dernières années au Brésil. Rodrigo Junqueira étudie le système Cresol de crédit solidaire, né il y a dix ans à l'initiative d'un petit groupe d'agriculteurs familiaux soutenu par des organisations non gouvernementales, qui s'affirme aujourd'hui comme l'un des plus importants systèmes de crédit rural du pays, comptant 104 coopératives et 70 000 associés dans 375 municipalités des trois Etats du sud du pays. Si l'on s'imagine que ce succès est dû à l'origine européenne de la colonisation des zones concernées, combiné avec un accès à la terre relativement démocratique, on sera surpris d'apprendre, en lisant le travail de Reginaldo Magalhães, que c'est dans la région sisalière⁽²⁾ du semi-aride bahianais qu'a pris forme l'un des systèmes les plus dynamiques de coopératives de crédit du Nordeste brésilien. Organisées autour de l'Association des coopératives d'appui à l'économie populaire (Ascoob), ces coopératives comptent 23 000 membres dans 88 municipalités, 11 coopératives et 33 agences affiliées, et cherchent elles aussi, fondamentalement, à répondre aux besoins des populations rurales défavorisées.

(2) Zone où l'on cultive le sisal (NDTR).

Dans les deux cas, la clé du succès réside dans une espèce de quadrature du cercle qui consiste à ouvrir la voie, pour les plus pauvres, vers un capital jusqu'alors inaccessible, mais ceci en veillant à ce que les mécanismes d'incitation à l'obtention du crédit soient intégrés au processus d'évaluation des résultats de l'utilisation des ressources. Dans un pays traditionnellement marqué par des pratiques clientélistes et patrimoniales, où la gestion des besoins des plus pauvres représente un élément de domination politique des puissants, cela n'est pas la moindre des réussites.

Le rapport de 2007 de la Banque mondiale (World Bank, 2006) insiste sur l'idée que la lutte contre les inégalités est un préalable fondamental à une victoire durable contre la pauvreté; de là l'importance de transférer des ressources – éducation, terres, crédit, technologies – vers les plus pauvres. La croissance économique seule – bien que fondamentale – ne pourra pas changer le modèle de distribution des revenus et n'aura donc que des effets limités sur la pauvreté. Pour autant, on trouve peu d'études portant sur l'institutionnalisation de la lutte contre la pauvreté, c'est-à-dire sur les mécanismes de transfert de ressources vers les plus pauvres pour renforcer leurs capacités à créer des revenus et augmenter leur indépendance et – pour utiliser le terme consacré par Amartya Sen – leurs libertés. Les deux études présentées ici contribuent à combler cette lacune en détaillant les spécificités d'organisations financières construites à partir des mouvements sociaux et qui se caractérisent par une grande transparence.

Il est important de souligner cinq éléments communs à ces deux travaux, reflets d'une approche originale de la lutte contre la pauvreté au Brésil.

● Une sociologie économique des marchés

Rodrigo Junqueira et Reginaldo Magalhães étudient, d'un point de vue historique et objectif, le processus de formation d'un nouveau marché, celui du crédit pour les populations pauvres, jusqu'alors exclues du système bancaire. Leurs travaux rappellent judicieusement l'importance d'appliquer le pluriel à l'expression « marchés » : le marché financier sur lequel se négocient des produits dérivés et où s'échangent des actions cotées en Bourse n'est pas le même que celui qui permet de transférer des ressources vers les populations pauvres. Les forces sur lesquelles ils s'appuient sont fondamentalement différentes. Ce constat apparemment banal apporte un éclairage essentiel qui est à la base de ce que l'on appelle la nouvelle sociologie économique (Steiner, 2006) : les marchés ne sont pas seulement des espaces d'ajustement entre l'offre et la demande. Il s'agit, plus fondamentalement, de structures sociales, c'est-à-dire de formes récurrentes d'interaction soumises à des sanctions, qui supposent des relations, souvent personnalisées, entre leurs composantes (Swedberg, 1994).

Mais si les marchés sont des structures sociales, cela signifie également qu'ils sont soumis à des formes hiérarchiques d'organisation qui vont à l'encontre de l'approche conventionnelle. Les marchés peuvent être considérés comme

des arènes, comme des champs de concurrence (Bourdieu et Wacquant, 1992) où les positions dominantes sont menacées en permanence par des forces issues de propositions ou de contextes nouveaux (Fligstein, 2001). Les coopératives de crédit, à leurs débuts, représentaient une menace aussi bien pour certains segments des marchés financiers implantés dans la région que pour une bonne part de l'économie informelle, qui vivait du financement de la reproduction sociale des plus pauvres. Leur consolidation remet en question certaines pratiques, qui vont de la façon de garantir les prêts bancaires – le patrimoine de ces populations étant précaire et leur offre de contreparties très limitée – jusqu'au comportement des employés face à des personnes peu habituées à manier des systèmes informatisés, en passant par le système de recouvrement des prêts.

● Le rôle de la finance dans la lutte contre la pauvreté

Ces deux travaux font partie d'un programme de recherche (Abramovay, 2004) dont l'un des axes principaux est l'étude de la vie financière des familles vivant en situation de pauvreté. Les recherches de Zeller et Sharma (1998) et de Stuart Rutherford (1998) montrent de façon convaincante que les pauvres ont une vie financière diversifiée : ils sont obligés de s'endetter en permanence pour faire face à leurs engagements, ils tentent d'épargner pour pallier les imprévus et cherchent à se prémunir contre les incertitudes et les risques. En ce sens, la vie financière constitue une fenêtre d'observation ethnographique privilégiée pour comprendre la logique de reproduction des familles en situation précaire. Si leurs besoins financiers sont comblés, c'est la plupart du temps en participant à des marchés imparfaits et incomplets, caractérisés par des contraintes de réciprocité qui limitent considérablement leurs activités économiques.

La *venda na palha* pratiquée jusqu'à aujourd'hui dans le Nordeste – qui veut que l'agriculteur s'impose de remettre le produit de son travail à celui qui a financé la subsistance de sa famille entre les deux récoltes – en est un bon exemple. Dans le sud-ouest de l'Etat du Paraná, l'importance de ces modalités informelles de crédit est déjà bien moindre qu'il y a trente ans, bon nombre des acteurs sociaux qui les véhiculaient ayant disparu avec le développement des coopératives de crédit et des banques. Mais, longtemps, la majeure partie des petits agriculteurs de la région accédait difficilement à ces organisations formelles et n'avait d'autre choix que de chercher des financements auprès d'acteurs de l'économie informelle. Dans ces circonstances, les crédits sont chers, de très court terme et associés à des formes locales de domination qui paralysent toute initiative économique de la part des agriculteurs. Les coopératives de crédit spécialement orientées vers les agriculteurs familiaux les plus pauvres ont, ces dix dernières années, grandement contribué à l'émancipation de ces catégories sociales vis-à-vis des formes traditionnelles de financement dont elles dépendaient jusqu'alors. Il est intéressant d'observer que, bien qu'ils s'adressent essentiellement aux

agriculteurs familiaux, ni le système Cresol ni les coopératives de l'Ascoob, dans le semi-aride bahianais, ne sont tributaires des subventions gouvernementales attribuées dans le cadre du Programme national d'appui à l'agriculture familiale (Pronaf). Au contraire, s'ils ne dépendaient que de celui-ci, ils n'auraient aucune chance d'atteindre la durabilité financière qui les caractérise. Leurs principales sources de revenu viennent autant de l'épargne des agriculteurs que de petits prêts de court terme qui permettent aux agriculteurs de faire face à leurs besoins quotidiens professionnels et familiaux.

● **Crédit solidaire et rationalité économique**

Dans les deux cas, les coopératives ont pour origine les activités menées par les communautés ecclésiales de base de l'Église catholique, fortement soutenues par des organisations non gouvernementales de solidarité avec les pays en développement. Dans le sud-ouest du Paraná, Assesoar (Assessoria e Serviços de Orientação Rural), dont le siège se trouve à Francisco Beltrão, a joué un rôle décisif en organisant l'intervention de religieux et de laïcs dans les zones reculées. Suivant les techniques élaborées et appliquées au sein de la théologie de la libération, c'était autour de la lecture régulière de textes bibliques qu'étaient analysés les aspects sociaux de l'actualité. Dans l'État de Bahia, le Mouvement des organisations communautaires (MOC), dont le siège se trouve à Feira de Santana, a lui aussi joué un rôle central dans la lutte contre le travail infantile et face aux nombreux accidents et amputations qui caractérisaient la culture du sisal. Les activités du MOC sont à l'origine, dans la municipalité de Valente, d'une usine dont la propriété et la gestion sont associatives et d'où viennent, aujourd'hui, une partie considérable des exportations brésiliennes de sisal, dont l'exploitation ne montre plus ni main-d'œuvre infantile ni accidents. C'est également en se basant sur le travail du MOC que se sont organisées les coopératives de crédit qui font aujourd'hui partie de l'Ascoob.

Ces coopératives ont été précédées par des systèmes de « crédit rotatif », basés sur les ressources des organisations de solidarité internationale qui s'adressaient aux populations à travers les organisations religieuses. Dès les premiers mois, il est clairement apparu que le mode de fonctionnement du crédit rotatif en faisait une bombe à retardement : même avec des taux d'intérêt négatifs, les agriculteurs avaient tout avantage à ne pas rembourser les emprunts, alors qu'il n'existait pas de mécanisme adapté pour les forcer à remplir leurs obligations. Le principe de la solidarité – qui poussait simplement à offrir du crédit à ceux qui en avaient besoin – s'opposait frontalement au caractère présumé « rotatif » du système : il suffisait d'une ou deux défections dans les paiements pour que naisse le sentiment, inévitable et généralisé, qu'il n'était pas obligatoire, au fond, de rembourser les emprunts. L'ensemble du système s'altérait, et ce qui se voulait initialement comme une politique généreuse de transfert de capitaux vers les plus pauvres se transformait en un outil clientéliste obéissant à d'absurdes critères d'attribution des ressources.

C'est à ce moment-là, vers la moitié des années 90 – et, bien entendu, avec la fin de l'hyper-inflation –, que des groupes d'agriculteurs, formés dans ce contexte de lutte pour la justice sociale et très proches des syndicats de travailleurs ruraux, décidèrent de monter des coopératives de crédit. Il fallut accepter, par conséquent, de se soumettre à des formes de fonctionnement bien différentes de celles de la vie communautaire, traditionnellement faites de solidarité et de réciprocité. En plus de dominer un langage fort éloigné de l'univers quotidien des agriculteurs, il fallait s'adapter à des règles de fonctionnement étrangères à l'univers habituel de la vie rurale. Former une coopérative de crédit suppose en effet de s'approprier les règles de fonctionnement émises par la Banque centrale. Il est intéressant de noter que la création des coopératives a vu l'introduction, au sein des communautés, d'une certaine rationalité mercantile par les militants de mouvements sociaux, ceux qui, précisément, nourrissaient l'ambition de ne pas renoncer à leurs idéaux émancipatoires.

La rationalité économique apporte ici un double avantage. D'un côté, les prêts concédés par les coopératives sont remboursés – et à des taux élevés, comme chacun sait –, ce qui signifie qu'ils contribuent, d'une façon ou d'une autre, à augmenter les capacités des familles à créer du revenu ou, au minimum, à renforcer leurs modes de reproduction sociale. De plus, la coopérative se doit d'être elle-même économiquement durable, ce qui suppose une procédure permanente d'évaluation et l'application constante de méthodes de travail visant l'économie des ressources, la captation de nouveaux clients et l'innovation organisationnelle. En revanche, il est vrai que ces pratiques administratives et les valeurs qu'elles véhiculent pourraient aller à l'encontre des objectifs sociaux des coopératives et inciter celles-ci à viser les segments de population les plus aisés dans leurs zones d'activité. Ce n'est pourtant pas le cas, comme le montrent les deux études présentées ici. Face à une attitude fataliste qui voit dans l'argent la bête noire qui corrompt les relations sociales qu'elle approche, les exemples exposés ici montrent une forme d'utilisation sociale de la monnaie qui renforce la cohésion sociale de ceux qui n'ont pas accès aux services financiers. La solidarité sociale ne se détériore pas au contact de la logique financière. Bien au contraire, cette solidarité passe par un processus de rationalisation (au sens wébérien du terme) qui curieusement – comme le montre bien Reginaldo Magalhães – renforce les valeurs sociales qui étaient à son origine. L'argent n'agit pas ici comme la « *machine diabolique* » de Karl Polanyi (1944), mais assure la transparence de certaines activités dont l'une des conséquences est de stimuler l'économie des plus pauvres.

La diversité des liens sociaux

Les coopératives de crédit deviennent des agents importants de la vie économique et sociale des régions où elles sont présentes. Rodrigo Junqueira et Reginaldo Magalhães décrivent les réseaux sociaux qui forment

l'architecture du système d'information sur lequel reposent les coopératives. A la différence du système financier international, les prêts des coopératives se basent sur la connaissance que les individus ont les uns des autres et sur la cohésion communautaire pour évaluer et accompagner les capacités de paiement des individus. Mais, au-delà de ces liens intracommunautaires, les coopératives établissent des relations importantes avec des catégories sociales qui dépassent leurs cibles immédiates. Dans le sud-ouest du Paraná, le système Cresol participe à plusieurs réseaux régionaux impliqués dans le développement local. Dans le semi-aride bahianais, les coopératives financent non seulement les agriculteurs familiaux, mais également d'autres catégories sociales. Ces deux organisations issues des mouvements sociaux sont devenues des acteurs de premier plan pour l'avenir de leurs régions. En ce sens, elles ne sont pas simplement destinées à financer un segment social ou un secteur économique spécifiques. Elles agissent comme de véritables organisations territoriales, dont la vocation n'est pas uniquement de financer leur base sociale, mais bien d'agir au niveau régional pour multiplier les opportunités de création de revenu et de progrès sociaux pour les plus défavorisés.

● Multiplier les opportunités

Les coopératives sont de véritables écoles d'entrepreneuriat collectif. Leur capacité à former et à renouveler les cadres qui viennent d'un milieu modeste et arrivent à assumer la responsabilité et la gestion d'une organisation complexe est d'autant plus remarquable que ces organisations et leurs résultats sont évalués en permanence par la Banque centrale. Elles subissent ainsi une double pression : celle des bases sociales sur lesquelles repose leur travail et celle d'une organisation qui ne fait pas partie de leur univers quotidien et qui fonctionne selon une logique implacable et on ne peut plus impersonnelle. Le résultat est que ces organisations recherchent en permanence à innover dans leurs méthodes et à diversifier leurs activités. Et il s'agit là d'éléments fondamentaux pour les processus de développement local. En somme, le lecteur a en main deux études originales qui portent sur une dimension cruciale du développement et concernent la création des capacités par lesquelles les populations pauvres modifient leur mode d'insertion sociale. Si la création de revenu liée aux crédits et aux services financiers mis à disposition par les coopératives est déjà, en soi, fondamentale, les structures organisationnelles formées dans cet objectif le sont encore davantage. Et, à une époque où la société exprime de façon claire sa déception vis-à-vis des organisations représentatives classiques, il est très encourageant de voir surgir du milieu populaire des groupes capables de structurer leurs activités. En perpétuel questionnement et en s'exposant à la critique publique tout en restant transparentes dans leurs résultats, ces organisations n'ont pas pour autant renoncé à leurs idéaux émancipatoires, essentiels à la formulation des plus belles utopies. ●

Références bibliographiques

Abramovay, Ricardo, org. (2004), *Laços financeiros na luta contra a pobreza*, São Paulo, Fapesp-Annablume.

Bourdieu, Pierre, et Wacquant, Loïc (1992), *An invitation to reflexive sociology*, Chicago, University of Chicago Press.

Fligstein, Neil (2001), *The architecture of markets, an economic sociology of Twenty-First-Century capitalist societies*, Princeton University Press.

Polanyi, Karl (1944-1980), *A grande transformação, as origens da nossa época*, Editora Campus, 3^a edição, Rio de Janeiro.

Rutherford, Stuart (1998), *The poor and their*

money, Institute for Development Policy, University of Manchester.

Steiner, Philippe (2006), *A sociologia econômica*, São Paulo, Atlas.

Swedberg, Richard, « Markets as social structures », in Swedberg, Richard, et Smelser, Neil J. (1994), *The handbook of economic sociology*, p. 255-282, Princeton University Press, Russel Sage Foundation, Princeton, New York.

World Bank (2006), *Equity and development 2007*, The World Bank.

Zeller, Manfred, et Sharma, Mahomar (1998), « Rural finance and poverty alleviation, food policy report », in www.ifpri.org, Washington, International Food Policy Research Institute (Ifpri).